

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

MONDE

La Knesset est dissoute. Le Parlement israélien a voté sa dissolution et convoqué comme prévu des législatives anticipées pour le 22 janvier 2013, un scrutin dont le Premier ministre, Benjamin NETANYAHU, est grand favori dans un climat de tensions régionales. Benyamin NETANYAHU a invoqué des mésententes sur le projet de budget 2013 pour expliquer la tenue anticipée de ce scrutin.

Élections législatives en Jordanie. Elles auront lieu le 23 janvier. Annonce de la Commission électorale indépendante, au lendemain de la dissolution du Parlement par le roi Abdallah II. Plus de 2 millions d'électeurs se sont inscrits pour ces législatives, sur les 3,1 millions potentiels. Les Frères musulmans, principale force politique de l'opposition, ont confirmé qu'ils boycotteraient ce scrutin.

Tunisie : élections. Les 3 partis de la coalition au pouvoir se sont accordés pour « proposer la date du 23 juin 2013 pour la tenue des prochaines élections législatives et présidentielle, un deuxième tour de la présidentielle devant se tenir le 7 juillet ». Un autre compromis a été trouvé sur la nature du régime politique qui sera défini dans la Constitution : il sera mixte. Le président sera élu au suffrage universel, « pour un meilleur équilibre des pouvoirs au sein du pouvoir exécutif ». Les partis se sont enfin mis d'accord sur une commission électorale indépendante et une « instance supérieure de l'audiovisuel ».

Présidentielle américaine. Le match a été équilibré, mais OBAMA semble sortir vainqueur du deuxième débat face à ROMNEY, selon les éditorialistes. Les deux candidats ont connu de bons et de mauvais moments, mais le Président sortant semble l'avoir malgré tout emporté pour deux raisons : il a fait mieux que la fois précédente et il est surtout sorti vainqueur d'un échange assez vif sur la Libye. Le duel a été suivi par 65,6 millions de téléspectateurs (légère baisse par rapport au 1^{er}).

Intervention au Mali : dans « quelques semaines ». C'est le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN, qui le dit. La France devrait y apporter un soutien logistique. Le Président HOLLANDE a reçu les familles de 2 Français enlevés au Mali en novembre 2011, et les a assurées de la « pleine mobilisation » de l'État pour tenter de les libérer. S'agissant de la libération des 6 otages français au Sahel, un porte-parole d'Aqmi affirme que « ce qui bloque c'est le manque de sérieux des Français et leur refus de répondre à nos demandes qui sont pourtant légitimes et raisonnables », ajoute-t-il, sans détailler ces demandes.

France – Palestine. Signature d'une convention entre le Premier ministre palestinien, Salam FAYYAD, et le consul général de France à Jérusalem, Frédéric DESAGNEAUX. Le texte prévoit une nouvelle contribution française de 10 millions d'euros au budget de l'Autorité palestinienne. « Cette assistance budgétaire était une nouvelle preuve du soutien de la France aux institutions palestiniennes ainsi qu'à l'action conduite par le Premier ministre FAYYAD, sous l'autorité du président ABBAS. » Confrontée à des difficultés budgétaires chroniques, l'Autorité palestinienne traverse actuellement une grave crise financière, en partie en raison du non versement de l'aide promise par les donateurs, en particulier les États-Unis et les pays arabes.

Mauritanie. Blessé par balle lors d'un « incident » impliquant son armée, le président Mohamed OULD ABDEL AZIZ a été évacué vers Paris, pour des « soins complémentaires ». Ancien général arrivé au pouvoir par un coup d'État en 2008, M. OULD ABDEL AZIZ, élu président en 2009, a fait du combat « anti-terroriste » sa priorité.

Syrie. Les tensions se sont accrues avec la Turquie, qui a menacé de répliquer à toute attaque de Damas, après une série d'incidents à sa frontière. Damas a interdit aux avions de la Turkish Airlines de survoler son territoire, tandis que la Turquie a fermé son espace aérien aux vols civils syriens.

Côte d'Ivoire. Des hommes armés ont attaqué et brièvement occupé la centrale électrique d'Azito, dans le quartier de Yopougon à Abidjan. À Bonoua, à une soixantaine de kilomètres, un autre groupe a tenté de prendre le contrôle d'un poste de police et d'une gendarmerie pour y voler des armes. Les assaillants ont été repoussés. Selon l'armée ivoirienne, ces attaques étaient coordonnées. La semaine dernière, un rapport des Nations unies a rapporté que les partisans de l'ancien président Laurent GBAGBO avaient établi une base au Ghana, d'où ils cherchent à déstabiliser le gouvernement d'Alassane OUATTARA.

EUROPE

« **L'union politique, c'est après** ». Dans une interview accordée à plusieurs journaux européens, dont au Monde pour la France, François HOLLANDE défend un renforcement du pilotage de la zone euro et confirme son objectif de réduction du déficit. Sa priorité : « *tout régler d'ici la fin de l'année* », grâce aux bonnes décisions prises en juin.

- Il souligne néanmoins que la menace vient « *autant de la récession que des déficits* ». Il appelle à ce que l'enveloppe de 120 milliards d'euros du pacte de croissance soit dépensée « *vite et bien* ». Il pense que le budget européen devrait « *mobiliser plus de ressources* » pour « *relancer la croissance* ».

- Maintien de la réduction du déficit à 3% en 2013. François HOLLANDE réaffirme son engagement européen.

- Vers une mutualisation partielle de la dette : Il refuse l'idée « *qu'il n'y aurait qu'un seul pays qui paierait pour tous les autres* ». François HOLLANDE se dit favorable aux *eurobonds*. Il souhaite aussi « *harmoniser les taux d'intérêts dans la zone euros* ».

- « *L'union politique c'est après, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, l'union bancaire, l'union sociale. Elle viendra donner un cadre démocratique à ce que nous aurons réussi de l'intégration solidaire* », explique le chef de l'État. Quand ? Après les élections européennes de 2014.

Taxe sur les transactions financières : nouvelle étape. 9 pays ont envoyé une lettre pour son instauration à la Commission européenne. C'est le seuil requis pour lancer une procédure de coopération renforcée. L'exécutif européen espère un accord d'ici la fin de l'année.

Exemption de visa : 6 pays, dont la France, demandent la possibilité de suspendre le dispositif avec certains pays des Balkans.

Belgique : victoire des indépendantistes flamands aux élections locales. Bart De WEVER, le dirigeant de la N-VA, a remporté les élections municipales à Anvers. Son parti a réussi à l'implanter dans toute la Flandre, ce qui risque d'ébranler le fragile équilibre politique.

Londres « opt out ». Le gouvernement britannique va faire jouer la clause du Traité de Lisbonne qui lui permet de refuser certains pans de la politique commune en matière de coopération policière et de justice. Cette décision a été condamnée par le Parti socialiste européen. La ministre britannique de l'Intérieur, Theresa MAY, a expliqué son projet de négocier, dans un deuxième temps, avec ses 26 partenaires et la Commission, une réintégration morceau par morceau de cette politique, confirmant sa volonté d'une Europe à la carte.

L'Écosse, bientôt un pays ? Le dirigeant nationaliste écossais, Alex SALMOND, a obtenu du Premier ministre britannique, David CAMERON, un accord autorisant la tenue d'un référendum en 2014. La victoire du oui sonnerait le glas du Royaume-Uni sous sa forme actuelle. L'âge minimal pour voter va être abaissé à 16 ans. Mais le référendum se limitera une simple alternative – oui ou non à l'indépendance –. Un tiers des 5,2 millions d'Écossais souhaiteraient quitter le Royaume-Uni. Pour M. CAMERON, les Écossais « *ont élu un parti qui voulait un référendum. Je crois qu'il faut les respecter* ». Il ajoute espérer « *ardemment que le Royaume-Uni reste uni* ».

Le prix Nobel de la Paix et le conflit syrien. L'Union européenne n'est pas parvenue à un accord avec la Russie sur une issue à la crise en Syrie. Sergueï LAVROV, ministre russe des Affaires étrangères, a accusé ses homologues européens de ne « *rien comprendre* » et a critiqué leurs sanctions autonomes contre Damas. Un nouveau train de sanctions a pourtant été adopté. Il porte à 181 le nombre de personnes proches du régime et à 54 le nombre de sociétés ou administrations placées sur les listes. L'UE va également interdire à ses ressortissants d'acheter des armes à la Syrie, ou de les transporter.

Iran. Les ambassadeurs de l'UE se sont accordés sur un important renforcement des sanctions contre l'Iran, visant notamment les transactions financières avec les banques iraniennes, l'interdiction d'importation de gaz et le commerce. L'UE va aussi décider pour la 1^{ère} fois de frapper le secteur des télécoms.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La diplomatie française aide les civils syriens. Paris a mis en place depuis quelques semaines un système d'aide financière versée à des Comités révolutionnaires civils sélectionnés afin de financer des projets précis.

1,5 million d'euros a été ainsi dépensé en soutien à 15 conseils révolutionnaires civils en 3 opérations. 3 voyages à une frontière syrienne ont servi à acheminer les fonds nécessaires aux projets. Paris chercherait un moyen plus conventionnel à l'avenir, même si un ou deux voyages de ce type sont encore envisageables.

Une réunion internationale a été organisée au Quai d'Orsay pour inciter d'autres pays à une aide des populations civiles en Syrie. Pour un diplomate proche du dossier : « *Certains pays aident déjà, même si nous ne pouvons dire qui. Pour les autres, il y a une volonté claire de mettre des choses en place et nous sommes fières d'avoir pu montrer qu'une aide concrète est possible, que cela fonctionne* ».

POLITIQUE INTÉRIEURE

AYRAULT hausse le ton. « Rien ne me fera flancher » : le Premier ministre, dont la popularité est en baisse dans les sondages, a réaffirmé sa fermeté et sa détermination lors d'une séance de questions d'actualité au gouvernement à l'Assemblée nationale. À propos de la polémique suscitée par le ministre de l'Éducation nationale, Vincent PEILLON, qui estimait qu'il était important d'avoir un débat sur la dépénalisation du cannabis, Jean-Marc AYRAULT lui a reproché d'avoir « fait une erreur ». « C'est tout. Maintenant, les choses sont rentrées dans l'ordre ». Il a fait comprendre qu'il ne tolérerait plus aucun « couac » ministériel. Il aurait fait savoir qu'au prochain accroc, il se séparerait du ministre concerné.

Face à sa majorité. Le Premier ministre a rappelé la position du gouvernement concernant le mariage pour tous, qui fait l'objet de débats au sein de la majorité, sur l'opportunité d'y inclure ou non la procréation médicalement assistée. « Le projet du gouvernement, c'est à la fois le mariage pour tous et l'adoption. Et il sera limité à cette proposition ». « On est d'ailleurs conforme mot pour mot aux engagements du Président de la République ».

Le débat continue. Harlem DÉsir s'est dit favorable à l'introduction de la procréation médicale assistée dans ce projet de loi. Il soutiendrait donc l'amendement que souhaite déposer le président du groupe socialiste, Bruno LE ROUX. S'agissant de la réduction des déficits à 3% du PIB en 2013, dont Jean-Marc AYRAULT ne cesse de répéter qu'il s'agit d'un « objectif impératif », le n°1 du PS s'est dit favorable, « si la zone euro devait entrer en récession », à un débat avec nos partenaires européens « sur le rythme du redressement ». Pour Claude BARTOLONE, président de l'Assemblée nationale, ces 3% à respecter sont « absurdes ».

« Pas de querelle » entre les deux têtes de l'exécutif. Jean-Marc AYRAULT s'est dit « absolument assuré » d'avoir le soutien du Président HOLLANDE. « Non seulement nous nous voyons deux fois par semaine en tête-à-tête, mais nous nous téléphonons tous les jours ». Il ajoute « mon but n'est pas de m'émanciper par rapport au Président de la République ».

Séance houleuse à l'Assemblée. « Y-a-t-il un pilote dans l'avion ? » s'est interrogé Christian JACOB, chef du groupe UMP, avant de remettre en cause l'autorité du Premier ministre, pendant que les députés UMP scandaient « Démission ! Démission ! ». Jean-Marc AYRAULT a répondu « Je ne suis pas Premier ministre par hasard, je suis Premier ministre parce que j'ai la confiance du Président et de la majorité. Vous, vous avez été sanctionnés par le peuple français ! ». « Arrêtez de vous cacher derrière vos prédécesseurs ! » a rétorqué le porte-parole du groupe UDI, Jean-Christophe LAGARDE.

Un soutien inattendu... est venu d'Édouard BALLADUR, qui a déclaré voir en Jean-Marc AYRAULT « un homme parfaitement estimable », refusant de participer à « l'entreprise à la mode depuis quelques semaines, qui consiste à l'accabler ».

Manuel VALLS veut faciliter l'accès à la nationalité. Le ministre de l'Intérieur a annoncé la suppression des critères de naturalisation les plus discriminatoires pour augmenter le nombre de personnes qui pourront acquérir la nationalité française. « L'urgence, d'abord, (c'est) redresser la courbe du nombre de naturalisations en revenant sur les critères les plus discriminants qui sont à l'origine de près de 70% des refus ».

Concrètement : une circulaire a été envoyée aux préfets sur certains points :

- « Dès à présent, la méthode du questionnaire à choix multiple relatif à la connaissance de l'histoire de la culture française est abandonnée par décision du Premier ministre », a-t-il dit.

- « L'appréciation de l'insertion professionnelle permettra de prendre en compte les contrats à durée déterminée ou le travail intérimaire, et plus seulement les CDI ». « Je refuse l'idée que seuls les détenteurs d'un CDI puissent devenir français », a ajouté le ministre de l'Intérieur.

DÉSIR de changement. Les militants socialistes doivent confirmer ce jeudi le choix de Harlem DÉsir pour succéder à Martine AUBRY lors d'un 2nd tour l'opposant à Emmanuel MAUREL, de l'aile gauche du Parti socialiste. Soutenu par l'immense majorité des dirigeants du PS et des membres du gouvernement, Harlem DÉsir a recueilli 68,44% au 1^{er} tour. Seule la moitié des 172.000 adhérents ayant voté, une plus grande participation au second l'aiderait à asseoir sa légitimité en vue du congrès de Toulouse, du 26 au 28 octobre. Il a annoncé cette semaine qu'il souhaitait revenir à l'avenir à un scrutin direct.

La polémique de la semaine. Elle est venue de la reconnaissance, par François HOLLANDE, de la responsabilité de la France dans la répression meurtrière de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris. « Des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression (...) 51 ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes », peut-on lire dans un communiqué de la présidence de la République. Le Président prévoit de se rendre début décembre en Algérie pour sceller de nouveaux rapports entre la France et l'Algérie.

FILLON en a marre. « J'en ai assez que tous les 15 jours la France se découvre une nouvelle responsabilité, mette en avant sa culpabilité permanente », a déclaré l'ancien Premier ministre. « On est déjà dans un pays qui est en dépression nerveuse quasi permanente, on n'a pas besoin de ça », a ajouté le candidat à la présidence de l'UMP.

POLITIQUE INTÉRIEURE : *la suite*

UMP : l'autre match. C'est celui pour la présidence des jeunes du parti. La succession de Benjamin LANCAR, qui soutient François FILLON, est ouverte. 6 candidats briguent la tête du mouvement jeune. Parmi les militants de moins de 30 ans, quelque 18.000 adhérents sont à jour de cotisation au 30 juin. Pour ne pas parasiter la campagne des aînés, le scrutin ne devrait pas avoir lieu avant janvier 2013.

Le Maire de Paris élu au suffrage universel direct ? C'est ce que demande Pierre LELLOUCHE, député de Paris. Cet UMP appelle à une modification du mode de scrutin et souhaite par ailleurs que la ville recouvre ses pouvoirs de police. M. LELLOUCHE a récemment annoncé sa candidature à la succession du président de la fédération UMP de Paris.

PARLEMENT

Le budget pour 2013 arrive dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Les députés devraient débattre jusqu'à lundi des quelque 620 amendements au texte, presque 2 fois plus nombreux que pour le précédent exercice. La partie « recettes » doit faire l'objet d'un vote solennel des députés mardi prochain.

Financement de la Sécu. À noter l'adoption par la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, d'une taxe spéciale sur les boissons énergisantes. Cette taxe spécifique, proposée par les députés socialistes, touchera les boissons contenant un seuil minimal de 0,22 gramme de caféine et 0,3 gramme de taurine par litre. Environ 40 millions de litres de ce type de boisson sont consommés chaque année en France.

Sécurité et lutte contre le terrorisme. Adoption du projet de loi. Les élus socialistes, RDSE, UMP et UCR ont voté pour. Pour Michel MERCIER, précédent Garde des Sceaux, « *tous les républicains doivent se rassembler pour lutter contre le terrorisme* ». Le groupe CRC (communistes) ne votera pas le projet de loi : « *pour fournir de vraies solutions, il faut viser les vrais problèmes, ce que ce texte ne fait pas* ».

17 octobre 1961. Le Sénat a indiqué qu'il examinera mardi prochain en séance publique la proposition de résolution tendant à la reconnaissance de la répression de la manifestation du 17 octobre 1961. Elle avait été déposée par l'ancienne présidente du groupe CRC (communistes), Nicole BORVO COHEN-SEAT. Le groupe des Écologistes a fait savoir que son groupe déposerait une proposition de résolution analogue.

Roms. Rejet, par 173 voix contre et 157 pour, d'une proposition de résolution du groupe écologiste demandant la levée des dispositions transitoires qui frappent les citoyens roumains et bulgares en application des traités d'adhésion de ces deux pays à l'UE. Il s'agit notamment des restrictions en matière d'accès à l'emploi, qui doivent prendre fin le 1^{er} janvier 2014. Les Écologistes ont dénoncé l'abstention du groupe RDSE, y voyant « *un nouveau coup de canif dans le contrat de la majorité* ».

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Petromoins. Le tribunal de commerce de Rouen a prononcé la liquidation « *avec poursuite d'activité de 2 mois, pour les besoins de la liquidation, la mise en sécurité du site* » de la raffinerie Petroplus, qui emploie 470 personnes.

Chute de la consommation française de carburants. En septembre : -6,4%. En cumul, depuis le début de l'année, le recul est de -1,8%.

PSA et Opel réfléchiraient à une fusion. Les deux constructeurs étudieraient la création d'une coentreprise regroupant leurs activités européennes.

MORANO y croit. L'ancienne ministre et députée de Meurthe-et-Moselle a confirmé qu'elle a décidé de créer son propre parti, le Rassemblement pour le peuple de France (RPPF). « *C'est un nouveau parti politique qui correspondait à une attente. (...) Je voudrais incarner l'espoir, l'espérance, porter des idées, des réflexions* ».

LAMBLIN se suspend. L'adjointe (EELV) au maire du XIII^e arrondissement de Paris, Florence LAMBLIN, mise en examen pour blanchiment d'argent en bande organisée et association de malfaiteurs dans une affaire entre la France et la Suisse, a « *décidé de suspendre ses activités et mandats politiques tant internes qu'externes, jusqu'à la régularisation de sa situation fiscale* ». Son avocat avait évoqué une erreur vis-à-vis des services fiscaux, ou tout au plus, un problème de fraude fiscale. « *Une grave erreur* » convient-elle, dont elle assumera « *seule les conséquences* ».

Le salon de l'automobile a compté moins de visiteurs. « *Seulement* » 1,23 million de personnes se sont rendues au salon automobile de Paris qui s'est achevé sur une baisse de fréquentation de 2% par rapport à 2010.

Le renseignement, c'est important. Une « *conviction* », que Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense, « *partage avec le président de la République* » : « *le renseignement est un enjeu vital, au cœur de notre stratégie de défense et de sécurité nationale, et sa place doit être confortée* ».

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Pas d'école pour tous. L'objectif de l'Unesco de voir tous les enfants de la planète scolarisés en primaire à l'horizon 2015 ne sera pas atteint. Le programme « Éducation pour tous » (EPT), lancé par l'Organisation en 2000, avait permis d'enregistrer pendant une dizaine d'années des progrès encourageants. Mais l'heure est à la désillusion, le rapport pour 2012 constatant une stagnation, voire une récession sur certains objectifs, notamment le taux de scolarisation en primaire. Le monde n'a jamais compté autant de jeunes. 1 sur 8 est au chômage, 1 sur 4 cantonné dans un emploi qui ne lui permet pas de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté, évalue le rapport.

Qui va aller chercher le Nobel ? Ce sont les présidents de la Commission européenne, José Manuel BARROSO, du Conseil européen, Herman Van ROMPUY, et du Parlement européen, Martin SCHULZ. Ils iront ensemble recevoir le Prix Nobel de la Paix, décerné à l'UE.

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

Il l'a fait ! Felix BAUMGARTNER a sauté à 39 km d'altitude. L'aventurier autrichien a même franchi le mur du son avant de se poser sans encombre après quatre minutes de chute libre. Il bat le record du saut le plus haut et de la plus haute ascension en ballon. Son saut a fourni des informations inédites sur le comportement du corps humain lors des phases très turbulentes qui précèdent le passage du mur du son.

C'est une première mondiale. Twitter a annoncé avoir bloqué le compte de Besseres Hannover, un groupuscule néo-nazi en Allemagne qui avait été interdit le 25 septembre dernier. « *Nous avons annoncé en janvier notre capacité à bloquer des contenus. Nous en faisons pour la première fois usage au sujet d'un groupe jugé illégal en Allemagne* », a écrit le conseiller juridique de Twitter, Alex MACGILLIVRAY.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Banque publique d'investissement. Organisme dont la « *priorité sera d'offrir l'ensemble des instruments de soutien financier aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire, en conformité avec les règles européennes* ».

Communications. Les assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. / La politique de la francophonie.

CARNET – NOMINATIONS

Jean-Pierre JOUYET, ancien ministre, devrait prendre la présidence de la Banque publique d'investissement. **Nicolas DUFOURCQ** en sera le directeur général.

L'ancien ministre **François HUWART** présidera le conseil d'administration d'Atout France.

Alice GUITTON, ancienne collaboratrice de Catherine ASHTON, devrait être nommée représentante permanente adjointe de la France auprès de l'OTAN.

Laurent TOULOUSE, jusqu'alors sous-directeur de la formation et des concours à la direction générale de l'administration et de la modernisation au Quai, devient premier conseiller à Prague.

Claudia DELMAS-SCHERER, jusqu'alors premier conseiller à Buenos Aires, nommée sous-directrice de la formation et des concours au Quai.

Géraud SAJUST de BERGUES, directeur adjoint des affaires juridiques du Ministère des Affaires étrangères.

Diego COLAS, jusqu'alors ministre conseiller à Alger, nommé sous-directeur du droit de l'UE et du droit international économique à la direction des affaires juridiques du Quai.

Armand LAFERRERE s'est vu confier la présidence d'Areva Japon.

Dépénalisation de la consommation du cannabis. 2 Français sur 3 sont hostiles : seuls 33% indiquent y être favorables, soit 3 points de moins qu'il y a quelques mois. 65% des Français affirment y être opposés (+4 points).

Votre matricule ? « *Les policiers porteront un élément d'identification, sur leur uniforme ou sur leur brassard* ». Annonce du ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS. Il reprend les suggestions faites par le Défenseur des droits, Dominique BAUDIS, dans son rapport sur les contrôles d'identité. « *Pour être respectée* », la police doit être « *respectueuse des citoyens* ». Le ministre a répété le refus du gouvernement du récépissé en cas de contrôle, mesure envisagée pour éviter les contrôles à répétition. « *Pas efficace* », selon le ministre.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr